
Minerais critiques, RDC et recomposition géopolitique

Versions corrigées : note stratégique, note prospective, note ministérielle et note investisseur

Document de travail – version révisée

1. Note stratégique corrigée

Objet

Le fonds français dédié aux minerais et métaux critiques doit être compris comme un instrument de souveraineté industrielle visant à sécuriser les chaînes d'approvisionnement françaises et européennes, et non comme un guichet classique de subventions. Son intérêt stratégique se lit désormais à l'intérieur d'un ensemble plus large : le Critical Raw Materials Act, la montée en puissance d'instruments européens de financement et le partenariat stratégique UE–RDC, dont la feuille de route a été officiellement endossée en décembre 2024 afin de soutenir des projets concrets, des investissements, la transformation locale et des chaînes de valeur plus résilientes.

Le point central demeure inchangé : ce véhicule doit être traité comme un fonds d'investissement à logique industrielle, orienté vers des participations minoritaires dans des projets capables de renforcer la sécurité d'approvisionnement, la traçabilité, la gouvernance et la conformité ESG. Dans cette logique, les projets les plus crédibles ne sont pas les permis miniers isolés mais les actifs capables d'articuler extraction, transformation, logistique, débouchés commerciaux et insertion dans une chaîne de valeur plus large.

Cette lecture est cohérente avec le cadre UE–RDC. La feuille de route bilatérale met explicitement l'accent sur les investissements, la réduction des risques, le développement de capacités locales et la couverture de l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'extraction jusqu'à la transformation, au recyclage et aux industries à plus forte valeur ajoutée. Un projet congolais recevable doit donc se présenter comme une plateforme industrielle ou logistique crédible, et non comme une simple opportunité extractive.

Tensions géopolitiques actuelles

Les tensions autour des minerais critiques congolais relèvent aujourd'hui de trois compétitions entremêlées. La première est globale : la rivalité sino-américaine autour des chaînes d'approvisionnement stratégiques. La deuxième est régionale : la crise persistante dans l'est de la RDC, qui pèse sur la traçabilité, le risque politique et la perception des investisseurs. La troisième est institutionnelle : l'Europe tente de construire une réponse plus cohérente, mais part encore avec un retard financier et industriel significatif.

Les minerais congolais ne sont donc plus seulement des intrants industriels. Ils deviennent un levier de politique étrangère, de négociation économique, de sécurisation de chaînes de valeur et, indirectement, de stabilisation. Pour la RDC, cela ouvre une fenêtre d'opportunité réelle, mais cette fenêtre s'accompagne d'exigences plus fortes en matière de discipline contractuelle, de sécurité, d'infrastructure et de crédibilité institutionnelle.

Présence américaine : lecture juste

Il faut éviter de surestimer le « retour américain ». La formulation la plus rigoureuse est celle d'un réengagement plus visible sur le plan stratégique et diplomatique que sur le plan capitalistique. Les États-Unis multiplient les signaux politiques, les initiatives de coordination et les instruments de sécurisation des chaînes critiques. En revanche, ils ne disposent pas encore en RDC d'une profondeur d'implantation comparable à celle de la Chine sur les actifs, le financement amont et les segments de transformation.

Rôle structurant de la Chine

La Chine demeure l'acteur central du secteur minier congolais. Sa force ne tient pas seulement à la propriété d'actifs majeurs, mais à une architecture intégrée combinant financement adossé à l'État, contrôle ou influence sur les actifs miniers, maîtrise logistique, traitement industriel et débouchés. C'est précisément ce qui rend insuffisante une réponse occidentale qui se limiterait à la diplomatie ou à des prises de participation minoritaires sans offtake, sans transformation et sans visibilité industrielle aval.

Implications pratiques pour la RDC

La meilleure opportunité pour la RDC n'est pas de se maintenir comme simple fournisseur de minerai brut, mais de se présenter comme plateforme de chaîne de valeur capable d'offrir transformation intermédiaire, logistique critique, traçabilité, conformité ESG et création de valeur locale. Cette orientation est alignée avec la feuille de route UE-RDC et avec la logique européenne de résilience industrielle.

Pour des interlocuteurs français ou européens, les projets congolais les plus attractifs seront ceux qui combinent cinq éléments : un actif identifiable et techniquement avancé ; un sponsor crédible ; une logique d'acheteurs ou d'offtake ; une architecture ESG et réglementaire robuste ; un récit stratégique démontrant l'utilité directe du projet pour les chaînes industrielles européennes. À l'inverse, un projet purement spéculatif, sans partenaire industriel, sans débouché commercial clarifié et sans dispositif de dérisquage institutionnel, aura peu de chances d'attirer ce type de capital.

Conclusion stratégique

Le fonds français doit être traité non comme une fin en soi, mais comme un étage de capital dans un montage plus large associant partenaire industriel, débouchés contractuels, soutien institutionnel et, le cas échéant, articulation avec des instruments européens. La bonne posture n'est pas celle du simple intermédiaire commercial ; c'est celle d'un originateur-structurateur capable de transformer un actif africain en dossier institutionnel et industriel crédible pour InfraVia, la BEI et des partenaires industriels européens.

La formulation la plus exacte est donc la suivante : la compétition autour des minerais critiques congolais s'intensifie ; la Chine reste l'acteur dominant ; les États-Unis se réengagent surtout par la géostratégie et les outils de sécurisation ; l'Europe construit une réponse encore incomplète mais plus cohérente qu'auparavant. Dans ce jeu, la valeur sera créée moins par la simple détention d'un permis que par la capacité à assembler ressource, gouvernance, transformation, offtake et alignement géopolitique dans un même dossier.

2. Note prospective corrigée – Horizon 2030

Objet

La question des minerais critiques en RDC ne peut plus être lue uniquement sous l'angle extractif. À horizon 2030, elle doit être appréhendée comme un nœud de recomposition géopolitique, industrielle et sécuritaire, au croisement de la stratégie européenne de diversification, du réengagement américain dans les chaînes d'approvisionnement critiques et de la position toujours dominante de la Chine dans le financement, l'exploitation et surtout la transformation.

Point de départ

Le point de départ demeure favorable à la RDC. Le pays dispose d'un poids minier structurant au moment même où l'Union européenne cherche à réduire sa dépendance stratégique. Le Critical Raw Materials Act fixe pour 2030 des objectifs explicites de diversification des importations, de montée en puissance de l'extraction, de la transformation et du recyclage au sein de l'Union, ainsi qu'un plafond de dépendance à un seul pays tiers pour chaque matière première stratégique.

Parallèlement, l'Union européenne a formalisé avec la RDC une feuille de route de partenariat stratégique destinée à soutenir des projets concrets, à réduire les risques d'investissement et à couvrir toute la chaîne de valeur. Cette orientation fournit à la RDC une base diplomatique utile ; elle ne constitue toutefois pas, à elle seule, une garantie de matérialisation industrielle.

Tendances lourdes

Première tendance : la géopolitique des minerais se durcit. Les États-Unis renforcent leur discours et leurs mécanismes de coordination sur la sécurité des chaînes critiques, comme l'a montré le Critical Minerals Ministerial de février 2026. Cette dynamique augmente la valeur géostratégique de la RDC, en particulier pour le cuivre et le cobalt.

Deuxième tendance : la Chine conserve un avantage systémique. Cet avantage résulte d'une intégration verticale construite sur la durée, d'un adossement au financement public ou para-public, de positions dominantes sur les actifs clés et d'une forte maîtrise des segments de transformation.

Troisième tendance : l'Europe progresse, mais plus lentement que ses concurrents. La Cour des comptes européenne a estimé en 2026 que la politique européenne sur les matières premières critiques n'était pas encore suffisamment robuste et que la fragmentation des instruments financiers demeurerait un obstacle majeur. La conséquence prospective est simple : sans densification financière, la stratégie européenne risque de rester plus normative qu'industrielle.

Variables d'incertitude

La première variable est sécuritaire. La conflictualité persistante dans l'est de la RDC affecte la perception du risque, la crédibilité des chaînes d'approvisionnement et le coût du capital. Si cette instabilité perdure, elle favorisera les acteurs déjà capables d'absorber le risque politique et logistique.

La deuxième variable tient à la capacité de la RDC à négocier au-delà de l'extraction. La montée en gamme suppose énergie, infrastructures, administration de projet, sécurité juridique et discipline contractuelle. Sans ces éléments, l'objectif de valeur ajoutée locale restera largement déclaratif.

La troisième variable est politique. La diplomatie d'équilibrage de Kinshasa peut créer des marges de manœuvre face à des partenaires concurrents ; elle peut aussi produire des surenchères et des attentes contradictoires si elle n'est pas soutenue par une stratégie industrielle claire.

Scénarios à horizon 2030

Scénario 1 – Consolidation chinoise. La Chine conserve l'essentiel de son avantage grâce à sa maîtrise de l'écosystème complet : actifs miniers, préfinancement, infrastructures, traitement, logistique et débouchés industriels. Les initiatives occidentales progressent, mais trop lentement pour déplacer le centre de gravité des chaînes de valeur.

Scénario 2 – Rééquilibrage compétitif incomplet. Les États-Unis et l'Europe parviennent à bâtir des réponses plus crédibles, fondées sur un mix d'investissement, de sécurisation contractuelle, d'appui diplomatique, de corridors logistiques et de transformation partielle en Afrique. La RDC utilise cette concurrence pour améliorer ses conditions, sans pour autant sortir de l'orbite industrielle chinoise. C'est le scénario le plus plausible.

Scénario 3 – Fragmentation et politisation. La compétition géopolitique s'intensifie plus vite que la capacité institutionnelle à l'encadrer. Les conséquences concrètes seraient une hausse du coût du capital, un durcissement des exigences de traçabilité, un allongement des délais de closing, une multiplication des conditionnalités politiques et un recul relatif des projets les plus complexes.

Hypothèse directrice

À horizon 2030, la RDC devrait rester centrale dans les chaînes mondiales des minerais critiques sans pour autant sortir de la gravitation industrielle chinoise. En revanche, la pression de diversification portée par les États-Unis et l'Union européenne devrait ouvrir davantage d'espace à des montages hybrides et à des projets plus disputés, surtout lorsque ceux-ci combinent offtake, conformité ESG, transformation partielle et ancrage souverain.

Implications stratégiques

Pour un acteur positionné entre Europe et Afrique, la priorité n'est pas de vendre une ressource, mais de construire une architecture de projet. La valeur viendra de la capacité à réunir un actif crédible, un sponsor robuste, une logique d'offtake, un dispositif ESG-traceabilité, un schéma d'infrastructures et un alignement avec les priorités souveraines des partenaires européens.

Les projets les plus prometteurs ne seront pas nécessairement les plus grands, mais les plus démonstratifs : plateforme de transformation intermédiaire, logistique critique, actif de recyclage, ou joint venture ressource-industrie avec débouché contractuel clair. Dans un environnement de compétition géopolitique élevée, la rareté principale ne sera pas le minerai lui-même, mais la capacité à présenter des projets suffisamment structurés pour devenir bancables.

Conclusion de prospective

La question décisive n'est donc pas de savoir si la RDC restera stratégique ; elle le restera très probablement. La vraie question est de savoir quels acteurs seront capables de transformer cette centralité géologique en centralité industrielle et diplomatique. Les gagnants seront moins ceux qui détiennent le plus de titres que ceux qui savent le mieux assembler capital, gouvernance, transformation, acheteurs, infrastructures et récit stratégique.

3. Note ministérielle – format court

Objet

Apprécier la portée stratégique du fonds français sur les minerais critiques au regard des intérêts européens, de la recomposition géopolitique autour de la RDC et des conditions d'émergence de projets recevables.

Constat

Le fonds français doit être lu comme un instrument de souveraineté industrielle et de sécurisation des approvisionnements, non comme un guichet de subventions. Son utilité dépendra de sa capacité à s'insérer dans des montages complets associant partenaire industriel, visibilité commerciale, conformité ESG, soutien institutionnel et articulation avec les instruments européens.

Contexte

Le CRMA a donné à l'Union un cadre politique et réglementaire plus ambitieux pour la diversification des approvisionnements et le renforcement des capacités de transformation et de recyclage. En parallèle, l'Union et la RDC ont formalisé un partenariat stratégique dont la feuille de route, endossée en décembre 2024, vise explicitement des projets concrets et la création de valeur locale.

La dynamique internationale demeure néanmoins asymétrique. La Chine conserve une position dominante sur les actifs et surtout sur les segments de transformation. Les États-Unis accentuent leur réengagement stratégique sur les chaînes critiques, mais sans disposer encore en RDC d'une profondeur capitalistique comparable.

Enjeu pour la RDC

La RDC dispose d'une fenêtre d'opportunité pour transformer sa centralité géologique en centralité industrielle. Cette opportunité ne pourra être convertie qu'à la condition de présenter des projets alliant actif crédible, sponsor robuste, logique d'offtake, infrastructures minimales, discipline réglementaire et gouvernance acceptable pour des financeurs institutionnels.

Lecture opérationnelle

Les dossiers les plus recevables pour des partenaires français ou européens ne seront pas les permis spéculatifs ni les actifs insuffisamment structurés, mais les projets capables d'articuler extraction, transformation, logistique ou recyclage, avec débouchés identifiés et schéma de dérisquage crédible.

Recommandations

- Traiter le fonds français comme un étage de capital et non comme un mécanisme autonome.
- Privilégier un portefeuille restreint de projets vitrines plutôt qu'un pipeline dispersé.
- Approcher les partenaires européens avec une logique de chaîne de valeur complète : ressource, transformation, offtake, ESG, infrastructures et gouvernance.
- Inscrire les projets congolais dans le cadre UE–RDC et, lorsque pertinent, dans une logique de cofinancement ou de dérisquage européen.
- Renforcer en amont la crédibilité des actifs par une documentation technique, juridique et ESG immédiatement mobilisable.

Conclusion

À court et moyen terme, la valeur stratégique ne viendra pas de la simple disponibilité géologique, mais de la capacité à transformer un actif congolais en dossier bancable, intelligible pour des partenaires français et européens et compatible avec une logique de sécurité d'approvisionnement.

4. Note orientée investisseur

Thèse

La RDC restera un territoire incontournable des minerais critiques d'ici 2030. Le sujet d'investissement n'est pas l'accès abstrait à la ressource, mais l'identification de projets suffisamment dérisqués pour capter l'intérêt d'acteurs européens dans un environnement encore dominé par la Chine.

Points durs

- Domination chinoise sur les actifs clés et surtout sur les capacités de transformation.
- Risque sécuritaire et politique persistant, en particulier à l'est.
- Fragmentation des instruments européens malgré le progrès du cadre réglementaire.
- Risque élevé de projets surpromis : permis faibles, sponsors insuffisants, ESG décoratif, absence de débouchés fermes.

Ce qui peut attirer le capital

- Actif techniquement avancé et documenté.
- Sponsor ou opérateur crédible.
- Acheteur européen identifié ou logique d'offtake crédible.
- Schéma clair de création de valeur locale et de conformité ESG.
- Architecture de financement réaliste combinant equity, dette, garanties ou assistance technique.

Scénario de base

Le scénario central n'est pas un basculement hors de l'orbite chinoise, mais un rééquilibrage compétitif partiel. Cela signifie que les investisseurs européens doivent viser des actifs ciblés, démonstratifs et bien structurés, plutôt qu'une stratégie large et diffuse.

Implication pratique

La bonne stratégie n'est pas de chercher le plus grand actif théorique, mais le meilleur dossier exécutable. Dans l'environnement actuel, un projet de taille intermédiaire avec sponsor solide, débouchés identifiés et discipline ESG vaut davantage qu'un actif géologiquement supérieur mais politiquement ou industriellement mal structuré.

Filtre d'investissement recommandé

Critère	Question de filtrage
Actif	Le niveau de maturité technique permet-il une due diligence sérieuse à court terme ?
Sponsor	Le porteur a-t-il une capacité d'exécution crédible ?
Marché	Existe-t-il un débouché identifiable ou un offtake plausible ?
ESG	Le dispositif ESG est-il substantiel et vérifiable ?
Souverain	Le projet est-il compatible avec les priorités de

	l'État hôte ?
Capital	Le besoin de financement est-il cohérent avec une architecture réaliste ?

Conclusion investisseur

La compétition autour des minerais critiques congolais va s'intensifier, mais tous les actifs n'en bénéficieront pas. La prime ira aux projets capables de convertir une ressource en chaîne de valeur lisible, finançable et stratégiquement utile pour des acheteurs européens.

Sources principales

1. Ministère de la Transition écologique, communiqué du 11 mai 2023 sur le lancement du fonds français dédié aux minerais et métaux critiques.
2. Commission européenne, page officielle du Critical Raw Materials Act.
3. Commission européenne, décision du 4 juin 2025 sur les Strategic Projects situés hors UE et page officielle des projets retenus.
4. Commission européenne / DG INTPA, feuille de route UE–RDC sur les matières premières, 11 décembre 2024, et page pays RDC.
5. Cour des comptes européenne, rapport spécial 04/2026 : Critical raw materials for the energy transition – Not a rock-solid policy.
6. CSIS, Building Critical Minerals Cooperation Between the United States and the Democratic Republic of Congo, 25 mars 2025.
7. Département d'État des États-Unis, éléments publics relatifs au Critical Minerals Ministerial de février 2026.